

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 09/AONO/CFC/CPM/2026 DU 30 JUIN 2026 POUR LA REALISATION D'UNE
INFRASTRUCTURE D'INTERCONNEXION DE SECOURS ET LA FOURNITURE DES BANDES
PASSANTES Y RELATIVES AU CREDIT FONCIER DU CAMEROUN

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU CFC, Exercice 2026
LIGNE BUDGETAIRE : AUTRES SERVICE CONSOMMES.

Article 1 : Objet de l'Appel d'offres

Afin d'optimiser l'infrastructure réseau du CFC sur les liaisons d'interconnexion suivant les normes en vigueur, le Directeur Général du CFC (Maitre d'Ouvrage) lance un Appel d'Offres pour le recrutement d'une entreprise en vue la construction d'une infrastructure d'interconnexion de secours pour l'ensemble de ses sites (siège et Agences Régionales) par des technologies VPN/MPLS et la fourniture des bandes passantes d'interconnexion pour l'exploitation de ladite infrastructure.

Article 2 : Consistance des prestations

Il s'agit pour le Crédit Foncier de disposer à l'issue de cette consultation, d'une infrastructure d'interconnexion de secours mise en place conformément à la réglementation en vigueur à travers les prestations ci-dessous :

✓ La conception de l'architecture de la solution faisant ressortir entre autres les blocs techniques, fonctionnels et organisationnels à mettre en œuvre ; qui intègre une liaison spécialisée point à point entre le data center de Yaoundé (siège) et celui d'Ebolowa ;

✓ L'intégration de l'existant ;
 ✓ La réalisation de l'architecture cible par la fourniture des équipements nécessaires, la configuration et les tests et le déploiement des différents blocs et composants constitutifs au siège et dans les différents sites des agences du CFC. Chacune de ces phases sera documentée et arrêtée d'accord parties ;

✓ La fourniture, la configuration et la mise en service des équipements de transmissions ;

✓ La fourniture aux frais du prestataire, d'une bande passante permettant les tests de mise en œuvre de la solution. Les temps de réponse moyens d'un test à vide, entre deux sites n'excèdera pas 50 (cinquante) millisecondes ;

✓ La fourniture de la bande passante pour l'exploitation de la solution sur l'ensemble des services du CFC pendant douze (12) mois. Celle-ci prendrait effet à compter de la réception provisoire des prestations ;

✓ La migration de la liaison de secours actuelle du CFC sur la nouvelle infrastructure ;

✓ Le transfert de l'ensemble des compétences opérationnelles et techniques pour l'exploitation de l'infrastructure implémentée, par la réalisation des formations sur l'exploitation et l'administration de la solution, la fourniture des manuels de formation, la fourniture de la documentation technique et des modes opératoires associés ;

✓ L'assistance au démarrage du système.

Ces prestations sont détaillées dans les termes de références visés à la pièce N°5 du Dossier d'Appel d'Offres.

Article 3 : Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage est de quatorze (14) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Article 4 : Allotissement

Les prestations objet de l'Appel d'Offres sont regroupées en un seul lot.

Article 5 : Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations tel qu'il ressort des études préalables (Termes de référence) est de **trente-sept millions huit cent cinquante mille quatre cent quatre-vingt-onze (37 850 491) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.**

Article 6 : Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National Ouvert est ouverte à toute entreprise spécialisée dans l'implémentation des infrastructures d'interconnexion, ayant son siège social au Cameroun et justifiant d'une expérience avérée dans des prestations similaires.

Article 7 : Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de fonctionnement du CFC de l'exercice 2026.

Article 8 : Caution de soumission

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, d'un montant de **cinq cent mille (500 000) francs CFA** établi par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances, ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère en Charge des Finances, valable pendant cent vingt (120) jours à compter de la date limite de dépôt des offres accompagné du récépissé de la CDEC. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Article 9 : Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables dès publication du présent avis à l'adresse ci-après :

**« Direction des Affaires Générales du CFC, Sous-Direction du Patrimoine et des Archives,
Service des Marchés sis au 2^e étage de l'immeuble siège du CFC, porte 202,
BP 1531 Yaoundé, Téléphone : 222 23 52 15 – Télécopie : 222 23 52 21 »**

Article 10 : Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré au CFC (voir adresse ci-dessus) dès publication du présent avis, sur présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA** sur le compte intitulé « Compte Spécial CAS-ARMP » ouvert à la banque BICEC.

Article 11 : Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises dont la caution de soumission, doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

Article 12 : Dépôt des offres

Chaque offre, rédigée en langue française ou anglaise et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au service du courrier, sise au 8^e étage porte 814 de l'immeuble siège du Crédit Foncier du Cameroun Tél. : 222 23 02 37 / 222 23 52 17, Fax : 222 23 52 21, **au plus tard le 31 JUIL 2026 à 11 heures**, heure locale. Les offres seront déposées contre récépissé et devront porter la mention :

NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Article 13 : Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux (02) temps.

L'ouverture des dossiers administratifs et des offres techniques sera effectuée le
 31 JUIL 2026 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés
 (CIPM) du Crédit Foncier du Cameroun siégeant dans la salle de réunion du 5^{ème} étage, porte
 502 de l'immeuble siège du CFC.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite
 connaissance de l'offre peuvent y assister.

L'ouverture des offres financières se fera ultérieurement et concernera exclusivement les
 soumissionnaires ayant obtenu la note minimale requise à l'issue de l'évaluation technique.

Article 14 : Critères d'évaluation

14. a. Critères éliminatoires

N°	CRITERES	OUI	NON
1	Offre incomplète au regard des prescriptions du RPAO (Critère de recevabilité)		
2	Absence de la caution de soumission timbrée accompagnée du récépissé de la CDEC à l'ouverture des offres.		
3	Absence d'une attestation de satisfaction signée du Maître d'Ouvrage pour les entreprises ayant effectué des prestations similaires par le passé au CFC		
4	Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà de 48 heures suivant la séance d'ouverture des plis.		
5	Pièces falsifiées, manœuvres frauduleuses ou fausses déclarations		
6	Présence d'éléments financiers dans le dossier administratif ou dans l'offre technique		
7	Utilisation du réseau de distribution par fibre optique du fournisseur de la liaison principale du CFC		
8	Absence de représentation du prestataire dans sept régions du Cameroun		
9	Absence de solution de secours en cas de rupture de la fourniture des bandes passantes sur l'infrastructure construite		
10	Absence des Termes de références paragraphés sur chaque page, signés et datés à la dernière page		
11	Note technique inférieure à 75%		
12	Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière		

14. b. Critères essentiels

N°	CRITERES	POINTS
1	Présentation du dossier (Reliure et lisibilité, existence d'un sommaire et agencement suivant disposition du DAO)	
2	Méthodologie (Pertinence et cohérence des prestations, Compréhension du besoin et organisation pour assurer la réalisation de la mission et garantir la fiabilité des résultats)	
3	Références générales du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires (Pour chaque référence, joindre 1 ^{ère} et dernières pages des contrats PV de réception ou Attestation de bonne fin)	
4	Qualification et expérience des personnels clés <i>N.B. : Pour chaque personnel, joindre : CV daté et signé conjointement par le soumissionnaire et l'intéressé, assorti des copies certifiées conformes des diplômes, certificats et attestation de disponibilité.</i>	
	• Chef de mission Ingénieur Réseaux Bac +5 ou équivalent	
	• 01 (un) Ingénieur des Travaux Informatiques Bac +3 ou équivalent, option Systèmes et réseaux	
	• 01 (un) Technicien supérieur en informatique Bac + 2 ou équivalent, option Systèmes et réseaux	
5	Équipements (spécifications techniques conformes en tout point au TDR)	
6	Service après-vente	
	Délai de livraison	
	Total	

NB : Seules les offres ayant satisfait à tous les critères éliminatoires et ayant obtenu une note technique supérieure à 75% sur l'évaluation des critères essentiels, feront l'objet d'une évaluation financière.

Article 15 : Mode d'attribution

La Lettre-commande sera attribuée au soumissionnaire ayant satisfait à tous les critères éliminatoires et dont l'offre aura été évaluée la mieux disante, par combinaison des critères techniques et financiers. Les poids respectifs attribués aux propositions techniques et financières sont :

T = 0,7 ; F = 0,3.

La note finale (N) d'un soumissionnaire sera calculée par combinaison des notes techniques (Nt) et financières (Nf) selon la formule suivante :

$$N = \frac{70 \times Nt + 30 \times Nf}{100}$$

Article 16 : Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 17 : Renseignements complémentaires

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, 2^{ème} étage, porte 202 de l'immeuble siège du CFC, sis au boulevard du 20 mai à Yaoundé, B.P. 1531, Tél : 222 23 02 31 ; Fax : 222 23 52 21, au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des offres.

Article 18 : Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

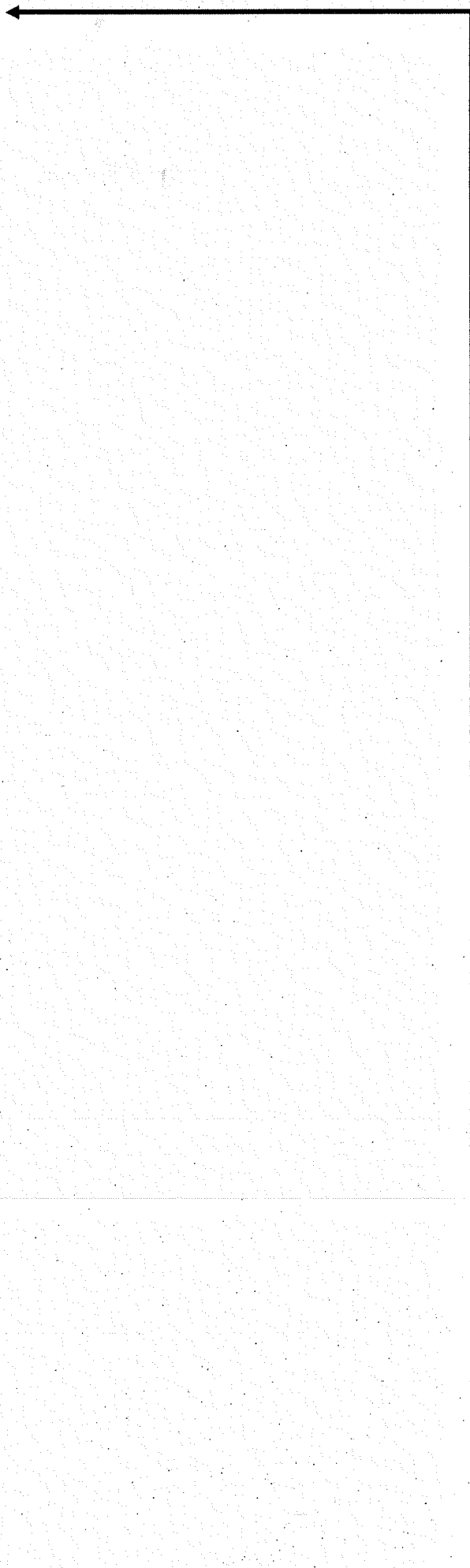
Yaoundé, le 30 JUIN 2026

**LE DIRECTEUR GENERAL DU
CREDIT FONCIER DU CAMEROUN**

M. Jean Paul M. M. M.



Ampliations :
- MINMAP
- CA/CFC
- ARMP
- CIPM
- Affichage
- Chrono
- Archives



324

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No 09/ONIT/CFC/ITB/2026 OF THE
FOR THE ESTABLISHMENT OF A RELIEF INTERCONNECTION
INFRASTRUCTURE AND THE PROVISION OF BANDS RELATING THERETO TO THE CREDIT
FONCIER DU CAMEROUN (CFC)**

**FUNDING: CFC OPERATING BUDGET, Fiscal Year 2026
BUDGET LINE: OTHER SERVICES CONSUMED**

Article 1: Subject of the invitation to tender

To optimize the network infrastructure of the CFC on extended links by integrating the existing, according to the standards in force. Crédit Foncier du Cameroun (CFC) plans to upgrade by designing, supplying and deploying an emergency interconnection solution for all the company's sites via VPN / MPLS. As well as the conditions of supply and maintenance of a bandwidth for the operation of said interconnection links. The General Manager of the CFC (Project Owner) launches a tender for the recruitment of a consultancy firm for the realization of an interconnection and supply of the backup bandwidth of the CFC sites.

Article 2: Nature of the services

The services that are the subject of this Open National Invitation to Tender are intended to provide the CFC with an emergency interconnection set up in accordance with the regulations in force. It is more specifically: -The design of the solution architecture highlighting, among other things, the technical, functional and organizational blocks to be implemented;

- Integration with the existing one by guaranteeing the load balancing function with the main interconnection link, on the backbone network equipment;
- Achievement of the target architecture by providing the necessary equipment, configuration, deployment and testing of the various blocks and constituent components at the headquarters and in the different sites of the CFC agencies. Each of these phases will be documented and agreed upon by parties. Provision of bandwidth required for testing will be the responsibility of the
- The supply of bandwidth required for the operation of the infrastructure during the twelve (12) months of the warranty period;
- The transfer of all operational and technical skills for the exploitation of the implemented infrastructure, by carrying out training on the operation and administration of the solution, the provision of training manuals, the provision of technical documentation and associated procedures;
- System boot support.

These services are detailed in the terms of reference referred to in Exhibit N ° 5 of the Tender Documents.

Article 3: Delivery deadline

The maximum delivery deadline provided for by the Project Owner for delivery of the services forming the subject of this tender shall be fourteen (14) months from the date of notification of the start-up services order.

Article 4: Allotment

The services subject of the invitation to Tender are grouped together in a single lot.

Article 5: Estimated cost

The estimated cost of the services as shown in the preliminary studies (Terms of Reference) is thirty-seven million eight hundred fifty thousand four hundred ninety-one (37,850,491) CFA francs including all taxes.

Article 6: Participation and origin

Participation in this Open National Invitation to Tender is open to any company specialized in the implementation of interconnection infrastructure, having its registered office in Cameroon and having proven experience in similar services.

Article 7: Funding

The services subject of this Open National Invitation to Tender are financed by the operating budget of the CFC for the year 2026.

Article 8: Bid Bonds

Under penalty of rejection, each stamped bidder must attach to its administrative documents a bid bond of five hundred thousand (500,000) CFA francs issued by a first-class financial institution approved by the Ministry in charge of Finance, or an insurance company approved by the Ministry in charge of Finance, valid for one hundred and twenty (120) days from the deadline for submitting bids, accompanied by the receipt from the CDEC. The bid security submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

Article 9: Consultation of the tender file

The Tender File may be consulted during working hours at the Department of General Affairs, 2nd floor, room 202 of the CFC Head Office building, located at May 20 Boulevard in Yaoundé, as soon as this notice is published in the ARMP daily public contracts journal.

Article 10: Acquisition of tender file

The tender file can be obtained from the Directorate of General Affairs, Department of Heritage and Archives, 2nd floor, room 202 of the CFC Head Office building, located at 20th May Boulevard in Yaoundé, as soon this notice is published, against the payment of the non-refundable sum of **fifty thousand (50,000) CFA francs** into any CAS ARMP accounts opened in BICEC Bank.

Article 11: Admissibility of offers

Under risk being rejected, all required administrative documents including the bid bond must be produced in originals or certified true copies by the issuing authority or a civil administrative authority (SDO, DO ...) in accordance with the stipulations of the particular rules/conditions of the invitation to tender.

They must not be older than three (3) months preceding the original date of submission of bids or must have been established after the signing of the tender notice.

Any incomplete tender in accordance with the requirements of this notice and Tender File shall be declared inadmissible, particularly the absence of the bid bond issued by a first-rate financial institution approved by the Ministry in charge of Finance, or an insurance company approved by the Ministry in charge of finance.

Article 12 : Submission of offers

Each offer drafted in English or French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) duplicates marked as such, should reach the must be delivered to the mailroom, located on the 8th floor, door 814 of the CFC Head Office building not later than on the **31 JUL 2026** at **11:00 AM** and should be labelled:

**"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N ° 09 /ONIT/CFC/ITB/2026 OF
THE 30 JUN 2026 FOR THE ESTABLISHMENT OF A RELIEF INTERCONNECTION
INFRASTRUCTURE AND THE PROVISION OF BANDS RELATING THERETO TO THE CREDIT
FONCIER DU CAMEROUN (CFC)**

To be opened only during the bid-opening session"

Article 13: Opening of Bids

The opening of bids will be done in two (02) steps.

Administrative and technical files will be opened on the 31 JUL 2026 at 12:00 AM by the Internal Tenders Board of CFC sitting in the meeting room at the 5th floor room 502 of the head office of CFC.

Only bidders or their duly authorized representatives who are fully aware of the offer may attend.

Financial offers will be opened at a later date and will only concern tenderers who have obtained the minimum mark required at the end of the technical evaluation.

Article 14: Evaluation Criteria

13.a Eliminary Criteria

N°	CRITERIA	YES	NO
1	Incomplete offer with regard to the prescriptions of the RPAO (Admissibility criteria)		
2	Absence of the stamped bid security accompanied by the CDEC receipt at the bid opening.		
3	Absence of a certificate of satisfaction signed by the Contracting Authority for companies that have previously performed similar services at the CFC.		
4	Absence of one piece of the administrative file or its non-conformity with the model imposed in the tender file after 48 hours after the opening of the bids		
5	Presence of forged documents, fraudulent maneuvers or false statements in the application file		
6	Presence of financial information in the administrative or technical file		
7	Use of the fiber optic distribution network of the main CFC link.		
8	Absence of representation of the provider in all regions of Cameroon		
9	No backup solution in the event of a disruption in the provision of bandwidth on the built infrastructure		
10	Absence of Terms of Reference, initialed on each page, signed and dated on the last page		
11	Technical score below 75 percent		
12	Absence of a quantified unit price in the Financial Offer		

14. b Essential criteria

N°	CRITERIA	POINTS
1	Presentation of the file (Binding and legibility, existence of a table of contents and layout according to the tender specifications)	
2	Methodology (Relevance and consistency of services, understanding of the need and organization to ensure the completion of the mission and guarantee the reliability of the results)	
3	General references of the bidder in the performance of similar services (For each reference, attach the first and last pages of the contracts, acceptance report, or certificate of satisfactory completion)	
4	Qualifications and experience of key personnel Note: For each personnel member, attach: a CV dated and jointly signed by the bidder and the individual concerned, along with certified copies of diplomas, certificates, and a certificate of availability.	

	Project Manager: Network Engineer (Master's degree or equivalent)	
	1 (one) IT Works Engineer (Bachelor's degree or equivalent), specializing in Systems and Networks	
	1 (one) Senior IT Technician (Associate's degree or equivalent), specializing in Systems and Networks	
5	Equipment (technical specifications fully compliant with the Terms of Reference)	
6	After-sales service	
	Delivery time	
	Total	

NB: Only tenders with a technical score greater than or equal to 75% will be subject to a financial assessment.

Article 15 : Method of selection of the Provider

The contract will be awarded to the bidder whose offer will comply all eliminatory criteria and whose financial offer shall be evaluated best, by combining the technical and financial criteria: The respective weights attributed to the technical and financial proposals are:

$T = 0,7$; $F = 0,3$.

The final score (N) of a bidder will be calculated by combining the technical (Nt) and financial (Nf) scores according to the following formula:

$$N = \frac{70 \times Nt + 30 \times Nf}{100}$$

Article 16 : Validity of offers

Tenderers are bond by their tenders for a period of ninety (90) days from the deadline for submission of tenders.

Article 17: Additional information

Further information may be obtained during working hours at the Directorate of General Affairs, Department of Heritage and Archives, 2nd floor, Door 202 door of the CFC Head Office building, located at Boulevard 20 May in Yaoundé, BP 1531, Tel: 222 23 02 37 / 222 23 52 17, Fax: 222 23 52 21, latest fourteen (14) days to the deadline of reception of bids.

Article 18: Combating corruption and bad practices

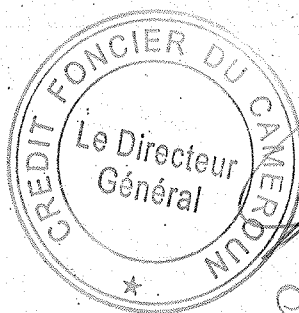
For any attempted corruption or bad practices, please call or send an SMS to CONAC at 1517, or to the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the 30 JUN 2026

**THE GENERAL MANAGER OF
CREDIT FONCIER DU CAMEROUN**

Ampliations:

- MINMAP
- CA/CFC
- ARMP
- CIPM
- Notice boards
- Chrono
- Archives



M. Jean Paul
M. & N